

Chaque semaine, retrouvez l'essentiel de l'actualité du secteur de l'assurance sélectionné par Astrée, sur [notre site internet](#) et sur nos comptes Twitter et LinkedIn.

Astrée · avocats



Astrée · consultants



## Sanction CNIL – Prospection commerciale et droits des personnes

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

La CNIL a prononcé une sanction le 23 juin de 1 million d'euros à l'encontre de la société TOTALÉNERGIES ÉLECTRICITÉ ET GAZ FRANCE pour manquement aux obligations en matière de prospection commerciale et de droits des personnes. Le site web du fournisseur d'énergie prévoyait en effet lors de la souscription d'un contrat d'énergie un formulaire dans lequel le souscripteur reconnaissait donner son accord à l'utilisation de ses données personnelles afin de recevoir des offres commerciales sans pour autant pouvoir s'y opposer.

D'autres manquements ont été relevés par la CNIL : sur le droit d'accès aux données et le droit d'opposition, sur l'obligation d'information des personnes démarchées téléphoniquement et sur les délais de réponse de la société aux demandes d'exercice de droits.

## PRIIPs - Exemption de remise du document d'information clé pour les OPCVM prolongée

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

La Commission européenne a allongé la [période d'exemption](#) pour la remise précontractuelle d'un document d'information clé standardisé aux investisseurs de détail lors de la commercialisation de produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2022. Seul le DICI devra être remis.

## Sanction CNIL confirmée sur les cookies

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Le Conseil d'État a confirmé le 27 juin 2022 la [sanction prononcée par la CNIL](#) en 2020 de 35 millions d'euros à l'encontre de la société AMAZON qui déposait des cookies sur les ordinateurs sans consentement ni information des utilisateurs.

## Retraits d'agrément décidés par la BCE ou l'ACPR - Mai 2022

juin 22

La société de financement SAGEFI a fait l'objet d'un [retrait d'agrément](#) devenu définitif en mai 2022.

## Publication du règlement européen sur le régime pilote pour les Infrastructures de marché sur blockchain

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Le règlement européen a été publié au Journal officiel de l'Union européenne du 2 juin dernier. [Le texte](#), qui entrera en application le 23 mars 2023, a pour objet de mettre en place un régime pilote qui lève le cadre réglementaire en vigueur pendant une durée initiale de 3 ans pour permettre aux infrastructures de marché d'utiliser la technologie blockchain pour exploiter un système multilatéral de négociation (SMN) et/ou un système de règlement-livraison (SRL) sur des instruments financiers tokenisés.

## Rappel de l'AMF sur les obligations de déclaration des franchissements de seuils et d'intentions

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

L'AMF a rappelé aux intervenants du marché la nécessité de [respecter leurs obligations](#) de déclaration de franchissements de seuils et d'intentions pour le bon fonctionnement des marchés. Le président de l'AMF peut en effet saisir le président du tribunal judiciaire pour enjoindre une société à réaliser ses déclarations.

## Alerte de l'ALFA sur une fraude en matière d'ordonnances ophtalmologiques

juin 22

L'ALFA remonte dans sa [newsletter](#) de juin 2022 une fraude identifiée récemment par les assureurs représentant plus de 440K€ d'enjeux financiers. Un site internet usurperait les identités d'ophtalmologues étrangers pour l'édition d'ordonnances permettant à des centres optiques ou des opticiens de transformer le contrôle de vue gratuit en consultation ophtalmologique.

## Émission « Le Droit de savoir - Informations et conseils du distributeur : doit-on sortir de l'ambiguïté des contrats ? »

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Retrouvez en replay la dernière émission du « [Droit de savoir](#) » présentée par Jean-Charles NAIMI sur la lisibilité et l'intelligibilité des contrats d'assurance. Le médiateur de l'assurance Arnaud CHNEIWEISS, Larry HUEBER courtier en assurances et Isabelle MONIN LAFIN du cabinet ASTRÉE AVOCATS ont échangé sur le sujet.

## Rapport d'activité 2021 du Pôle commun AMF-ACPR Assurance Banque Épargne

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

L'ACPR et l'AMF ont publié le 14 juin dernier le [rapport d'activité](#) de leurs travaux et actions menés en matière de veille et de contrôle des pratiques commerciales. Le rapport revient notamment sur les travaux opérés sur les parcours digitaux de commercialisation des produits d'épargne financière qui ont permis la publication d'une note de synthèse en avril dernier et sur les travaux réalisés par le groupe de travail consacré aux personnes âgées vulnérables.

Le Pôle commun présente également un des sujets prioritaires pour 2022 : la lisibilité et l'accessibilité des informations sur les frais applicables aux produits et services financiers.

## Publication ACPR : La situation des grands groupes bancaires français à fin 2021

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

L'ACPR publie une nouvelle [analyse de la situation économique](#) des six principaux groupes bancaires français et constate une nette amélioration de cette dernière après la pandémie COVID : des revenus augmentés, des résultats record, une qualité de portefeuilles de crédit reconnue et une situation prudentielle consolidée.

La synthèse constate toutefois déjà les défis auxquels vont devoir faire face ces grands groupes en raison notamment de la guerre en Ukraine et de ses impacts directs sur l'environnement économique mondial.

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

L'ACPR présente une [analyse de la rentabilité de l'assurance complémentaire santé](#) entre 2012 et 2020.

Cette étude révèle une certaine rentabilité globale des organismes exerçant en assurance complémentaire santé individuelle pour les mutuelles et entreprises d'assurance (rentabilité technique supérieure à 4%), et des résultats techniques peu élevés, voire déficitaires, pour ceux exerçant en assurance complémentaire santé collective.

## Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme : la CNIL et ses homologues s'adressent aux législateurs européens

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Dans une [lettre adressée aux institutions européennes](#), la CNIL et ses homologues invitent à apporter des précisions sur la nature des données recueillies et leur traitement dans le cadre de la LCB-FT au regard des exigences du RGPD.

En effet, la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme impose un recueil et un traitement assez important de données, qui peuvent parfois constituer des données sensibles. La lettre rappelle que la CNIL a le pouvoir en tant qu'autorité nationale d'initier des investigations et d'adopter des mesures répressives en cas de non-respect du RGPD par les assujettis.

## Communiqué de presse de France Assureurs : l'assurance vie continue de progresser

juin 22

L	M	M	J	V	S	D
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

Les cotisations en assurance vie atteignent un niveau inégalé depuis plus de 10 ans sur les 4 premiers mois de l'année avec un montant de 53,7 milliards d'euros de cotisations en 2021 contre 54,6 milliards en 2010 malgré une instabilité économique de plus en plus grande.

Ce [communiqué](#) rajoute qu'en avril 2022, 108 800 nouveaux assurés ont souscrit un PER auprès d'une entreprise d'assurance, soit une hausse de +100% par rapport à avril 2021.

## Modification de la FSI pour les contrats emprunteurs

mai 22

L	M	M	J	V	S	D
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

Un [arrêté du 27 mai](#) dernier est venu modifier le texte précisant depuis 2015 le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt.

Plusieurs ajouts sont à relever :

- ∞ Une précision sur la garantie invalidité : « La garantie invalidité telle que prévue au contrat d'assurance emprunteur est indépendante de la notion d'invalidité retenue par la sécurité sociale ou tout autre organisme compétent qui juge de l'inaptitude professionnelle. La reconnaissance d'un état d'invalidité par l'un de ces organismes ne s'impose pas à l'assureur, qui est tenu par la seule définition figurant au contrat. »
- ∞ L'insertion d'une information sur le coût total de l'assurance en euros pour les 8 premières années.
- ∞ Les évolutions apportées par la loi LEMOINE quant à l'absence de formalités médicales sous certaines conditions (- 200 000 euros et une échéance de prêt intervenant avant le 60<sup>ème</sup> anniversaire) et la résiliation à tout moment.

Le texte est applicable à partir depuis le 1<sup>er</sup> juin.

## Sanction AMF à l'encontre d'un CIF

mai 22

L	M	M	J	V	S	D
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

L'AMF a publié le 30 mai dernier une [décision de la commission des sanctions](#) à l'encontre de la société Audit Patrimoine Conseil et de M. MONIN. La commission prononce une interdiction d'exercer l'activité de CIF de 10 ans et une amende de 150 000€ en retenant notamment l'absence de procédure LCBFT opérationnelle, la commercialisation de fonds d'investissement alternatifs qui ne pouvaient pas être commercialisés en France, ou encore l'absence de recueil des informations et besoins du client.

## Publication ACPR | Rapport d'activité 2021

mai 22

L	M	M	J	V	S	D
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

L'ACPR a publié fin mai son [rapport d'activité](#) qui souligne une surveillance prudentielle et de résolution renforcée en 2021.

## Publication AFA | Rapport d'activité 2021

mai 22

L	M	M	J	V	S	D
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

L'Agence Française Anti-corruption a publié le 20 mai [son rapport](#) pour 2021. Pour rappel, cette agence, créée par la loi SAPIN II en 2016, a pour objet d'aider « les autorités compétentes et les personnes qui y sont confrontées à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme ».

## Publication AMF sur les coûts et frais des OPCVM commercialisés auprès des particuliers

mai 22

L	M	M	J	V	S	D
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

L'AMF a publié le 23 mai dernier la [synthèse de son examen](#) des pratiques des sociétés de gestion en matière de définition et de pilotage des coûts et frais liés à la gestion des OPCVM. L'AMF présente ainsi les bonnes et mauvaises pratiques observées et acte en conséquence une évolution des règles en vigueur notamment sur l'interdiction de commissions de mouvements et sur la mise en place de politiques et procédures pour l'analyse des frais parfois importants tant sur les fonds actifs que les fonds passifs.

L'AMF soulève également l'absence d'information sur l'existence, la nature, les principaux types de bénéficiaires et la formule générale de calcul des éventuelles rétrocessions versées.

### Qui sommes-nous ?

*Astrée est un réseau pluridisciplinaire d'avocats et de consultants spécialisés dans le secteur de la distribution de produits d'assurances bancaires et financiers.*

### Astrée

67 avenue Pierre Grenier

92100 Boulogne Billancourt

Tél. : 01 46 10 43 80

[www.astreeavocatsetconsultants.com](http://www.astreeavocatsetconsultants.com)